

rubriques

- france
- europa
- amériques
- asie
- moyen-orient
- afrique

- économie
- écologie
- sciences
- multimédia
- culture

- voyage
- insolites



services

- les dépêches
- l'agenda
- newsletter
- plan du site
- contacts rédaction
- l'agence CI
- la régie pub

événements

FLORENCE AUBENAS
HUSSEIN HANOUN



"Il n'y a pas de liberté sans liberté d'informer"

Les dirigeants des rédactions d'agences, de presse écrite et de médias audiovisuels, réunis lundi à *Libération*, ont lancé un appel conjoint sans précédent à la solidarité avec Florence Aubenas et Hussein Hanoun. *Courrier international* s'associe à cette initiative.



Prix Louis Dumont

Courrier international - 3 févr. 2005

WEB + lié à : [INTERVIEW - La presse africaine trop pauvre pour devenir un quatrième pouvoir](#)

INTERVIEW - "L'avenir de la presse africaine passe par l'Internet"

Pour Amadou Mahtar Ba, directeur d'*AllAfrica.com*, les médias africains sont encore trop fragiles économiquement pour mener à bien leur travail d'information et d'enquête. Pour se développer et devenir rentables, ils doivent miser sur l'Internet.



Amadou Mahtar Ba - DR

Courrier international : Comment définir le concept d'*AllAfrica* ?

AMADOU BA : Nous sommes un pourvoyeur d'informations électroniques, le plus important sur l'Afrique. Nous diffusons tous les jours une moyenne de 1 000 articles issus de 130 publications africaines (anglophones et francophones) basées en Afrique ou appartenant à un réseau d'institutions qui nous donne des informations. Dans nos choix, nous privilégions les articles à portée internationale.

AllAfrica a été fondé en 1999. Nous signons des contrats avec les publications africaines, nous essayons ensuite de revendre leur production, notamment à CNN ou à la BBC. Et nous partageons les bénéfices à 50-50. Nous recevons 1 500 articles par jour et nous en sélectionnons un millier environ, que nous mettons en ligne sur notre site. Les journaux avec lesquels nous avons signé une convention nous envoient quotidiennement des nouveautés.

Vous arrive-t-il de refuser certains articles ?

Quand on juge qu'ils sont diffamatoires, on ne les publie pas. En revanche, dans le quotidien ivoirien *Notre Voie* [l'organe du Front populaire ivoirien, le parti du président Gbagbo], il y a eu des éditos au vitriol. On les a repris parce qu'ils possédaient une valeur informative, notamment sur le climat politique en Côte-d'Ivoire.

Si des articles incitent à la haine raciale, comment réagissez-vous ?

Tout ce qui est incitation à la haine, on ne le diffuse pas. C'est aussi une question de crédibilité. Si l'on donne une visibilité à ces concepts, on en endosse en partie la responsabilité.

La presse écrite africaine est-elle viable économiquement ?

La rentabilité d'un média dépend intrinsèquement de la viabilité économique de son environnement. Dans une ville comme Lagos [capitale économique du Nigeria], presque tous les médias publiés ont des rentrées publicitaires très importantes. Le PDG du quotidien *This Day* m'a informé que son groupe a réalisé l'an dernier plus de 1 million de dollars de bénéfice net. Au Niger voisin, il y a peu de journaux et ils ont du mal à survivre du fait de la pauvreté des populations et de la quasi-absence de publicité. Pour développer les médias de façon

espace courrier +
[Abonnés, cliquez ici](#)

Pseudo

Mot de passe

OK

[Oublié ?](#)

je m'abonne



l'opinion du jour

La presse sénégalaise n'est pas digne de Jacques Chirac



dossiers d'actualité

La crise ivoirienne

La Constitution européenne

Raz de marée en Asie

chez votre marchand de journaux



n° 744 - 3 févr.

tous les dossiers

les archives

les fiches pays

les dessins

voir aussi sur le site

[galerie des unes](#)
[Côte-d'Ivoire](#)

[galerie de dessins](#)
[Côte-d'Ivoire](#)

[Côte-d'Ivoire](#)
[fiche pays](#)
[presse](#)

[Niger](#)
[fiche pays](#)
[presse](#)

[Nigeria](#)
[fiche pays](#)
[presse](#)

autres articles

3 févr. 2005

INTERVIEW

[La presse africaine trop pauvre pour devenir un quatrième pouvoir](#)

durable, il faut d'abord favoriser le développement économique. Faute de quoi, leur survie passera inmanquablement par des subventions, et ça n'est pas une solution ; dans ce genre de situation, les publications et leurs journalistes ne sont pas respectés. Quand on n'a pas les moyens de faire son travail, cela se traduit par une perte de crédibilité. Souvent, les journalistes ne sont pas payés du tout. Par conséquent, ils prennent de l'argent à droite et à gauche ; dès qu'il y a un projet intéressant en communication dans une entreprise, une ONG ou une institution internationale, ils laissent tomber leur plume et se font embaucher. Ce problème de rémunération des journalistes freine énormément le développement de l'information en Afrique. C'est une réalité. Comment créer un réel quatrième pouvoir, si les médias n'ont pas les moyens de faire des enquêtes, d'aller sur le terrain ? Ils ne peuvent pas contrôler le bon fonctionnement des institutions. Quelques titres y parviennent, au Nigeria et en Afrique du Sud, parce que dans ces pays les médias ont un certain capital, une certaine organisation qui permet aux journalistes de faire leur travail dans des conditions acceptables. Dans la plupart des pays, ce n'est malheureusement pas le cas.



Imprimer



Envoyer par email



Réagir à l'article

Votre site réalise-t-il ses propres articles ?

Quand il y a des situations de crise, comme actuellement en Côte-d'Ivoire, nous envoyons des journalistes sur place, les articles sont écrits en français et traduits en anglais.

Pourquoi établir à Washington le siège social d'un média africain ?

Notre siège mondial est basé à Washington. Mais nous avons des bureaux en Afrique du Sud, au Sénégal, au Nigeria et à l'île Maurice. En 1999, lors du lancement d'*AllAfrica*, les technologies de l'information n'existaient pas en Afrique. En 1999, il n'y avait pas suffisamment de technologie. Il y a aussi une raison purement financière à notre présence à Washington : nous sommes une société privée. Il fallait accéder à l'investissement. On ne pouvait pas y accéder en Afrique ou en Europe. On est allé à Washington parce qu'avec New York c'est une des villes les plus importantes et les plus multiculturelles du monde. Dans cette ville, on trouve tout à la fois le siège de la Banque mondiale, la Maison-Blanche et le Congrès des Etats-Unis, qui prennent au quotidien des décisions importantes qui affectent le devenir de l'Afrique. Jusqu'à présent, nous n'arrivons pas à lever des fonds européens. Zéro euro. Peut-être que l'Afrique est toujours considérée comme l'arrière-cour et que tout ce qui est arrière-cour n'est pas important.

Le site rapporte-t-il de l'argent ?

Le département éditorial, *AllAfrica.com*, n'est pas rentable pour l'instant, mais on ne perd pas non plus d'argent. En revanche, la division technologique d'*AllAfrica* rapporte beaucoup d'argent, et subventionne même le département éditorial.

Comment les publications africaines peuvent-elles devenir rentables ?

Le secret réside dans la diversification. Prenons le cas du Sénégal. Les journaux sénégalais ont une production sur le Net. Mais jusqu'à présent, c'est exactement la même que leur version papier. Il me semble qu'ils pourraient proposer à des abonnés des mises à jour 24 heures sur 24. Aujourd'hui, on peut dépasser le cadre d'un journal publié sur papier et diversifier. Bien sûr, cela coûte de l'argent, mais à terme je pense que c'est inéluctable pour aller dans le sens de la rentabilité. Pour toucher la diaspora africaine, il faut diversifier les supports.

L'écroulement de la Côte-d'Ivoire ne risque-t-il de dissuader des investisseurs en Afrique ?

Je suis souvent en Afrique, et je persiste à croire qu'il y a de l'espoir. Il suffit de voir la croissance économique en zone UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine). Lors des quatre dernières années, il y a eu beaucoup d'élections démocratiques en Afrique. C'est un tout qu'il faut regarder. Quatre années de suite, l'Afrique a été

invitée au G8. Les puissances économiques de ce monde reconnaissent qu'il y a une certaine trajectoire en Afrique et qu'il faut l'encourager. Cela envoie un signal aux investisseurs. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a dit un jour : "Le secret le mieux gardé au monde, c'est que le meilleur retour sur investissement se trouve sur le marché africain. Les Bourses n'arrivent pas à décoller en Europe, alors qu'en Afrique, elles prennent de la hauteur. Au niveau économique, l'Afrique est sur la bonne voie."

Pourtant, les médias occidentaux présentent une image très différente de l'Afrique ?

Ce qui est intéressant pour les médias occidentaux, c'est le sensationnalisme. Je ne dis pas qu'il n'en faut pas, mais il faut aussi reconnaître qu'il y a des choses fabuleuses qui se font en Afrique. C'est à nos médias africains de montrer ce qui se fait de bien sur le continent. Et peut-être qu'une des façons de le faire, c'est d'investir dans le domaine des nouvelles technologies. A travers le monde, il manque une grande voix pour l'Afrique. C'est ce que nous essayons de faire avec *AllAfrica*. Il faut donner à l'Afrique une présence massive sur l'Internet. S'il n'y avait pas *AllAfrica*, comment un Africain vivant en Europe pourrait-il avoir une perspective sur tous les pays africains ?

Qui sont vos lecteurs ?

Les internautes se connectent sur notre site de partout dans le monde. Les plus nombreux sont en Amérique du Nord – Etats-Unis et Canada. Ensuite vient l'Asie, avant l'Europe. Cela montre l'intérêt économique grandissant que représente l'Afrique pour l'Asie, notamment pour la Chine, l'Inde et la Malaisie. Historiquement, l'Asie s'est toujours intéressée à l'Afrique. Aujourd'hui, il y a un intérêt économique certain. En Chine, un centre d'affaires dédiée aux relations sino-africaines vient d'être créé. La partie francophone du site est loin d'être rentable. Car le marché mondial de l'information est en anglais. En Afrique, nos visiteurs viennent d'abord de l'Afrique du Sud, du Nigeria et de Maurice. Mais l'Afrique ne représente que 10 % de toutes les connections sur notre site. En moyenne, *AllAfrica* fait 12 millions de pages vues par mois.

Comment expliquer ce désintérêt de l'Europe pour l'Afrique ?

L'Europe imagine que l'Afrique lui appartient. Pour l'Europe, l'Afrique, c'est l'arrière-cour misérable qu'il ne faut surtout pas regarder – ce serait même dangereux. Les Européens ne se rendent pas compte que l'activité économique est en train de s'y développer, alors que les Américains et les Asiatiques y sont de plus en plus présents. Il n'en reste pas moins que, pour un Africain, il est beaucoup plus difficile d'établir des relations avec l'Amérique ou l'Asie. J'ai fait mes études en français, et j'aimerais pouvoir travailler avec des Européens. Tous les étudiants d'Afrique francophone qui vont actuellement aux Etats-Unis et au Canada le font parce qu'ils ne peuvent plus aller en France. Si les Etats européens prennent de façon sincère une initiative, s'ils décident de se ressaisir, ils peuvent retrouver leurs positions en Afrique.

Propos recueillis par Pierre Cherruau